

b) soit le responsable du service ou de l'institution lorsqu'il s'agit d'un accord collectif nouveau ou prorogé;

c) soit, les parties signataires lorsqu'il s'agit d'une convention collective de travail nouvelle ou prorogée conclue au sein d'une entreprise ou pour un groupe d'entreprises.

La demande de dispense, dûment motivée, doit être introduite au plus tard soixante jours après le dépôt de l'accord collectif ou de la convention collective de travail.

Elle doit en outre stipuler les articles relatifs aux initiatives pour l'emploi des groupes à risque.

§ 2. Une convention collective de travail est exigée pour les employeurs visés à l'article 2 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires.

Art. 3. La convention collective de travail ou l'accord collectif visé à l'article 2 doit définir l'effort portant promotion d'initiatives pour l'emploi des groupes à risque. Cet effort doit correspondre au moins à 0,25 % par an de la masse salariale déclarée à l'Office national de Sécurité sociale.

La demande visée à l'article 2 contient une spécification détaillée :

- du calcul de cet effort;
- de la description concrète des initiatives pour la promotion de l'emploi des groupes à risque.

Si la convention collective de travail contient une extension de la notion de chômeurs à qualification réduite ou de travailleurs peu qualifiés, une copie de la lettre recommandée adressée au Président de la Commission d'évaluation visée à l'article 4 de l'arrêté royal du 27 février 1989 portant exécution de la Section 2 — institution d'une cotisation au Fonds pour l'Emploi — du Chapitre VIII, du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988, doit être jointe à la demande.

Art. 4. La demande de dispense introduite valablement suspend l'obligation de paiement de la cotisation visée à l'article 170, § 2, de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail est tenu d'accorder ou de refuser la dispense dans les trois mois qui suivent la date de la réception de la demande. La demande est censée être reçue le troisième jour qui suit le jour de son dépôt à la poste, ou le troisième jour suivant celui de l'envoi de la demande par le président de l'organe paritaire au Ministre de l'Emploi et du Travail.

Le refus de la demande de dispense doit être motivé.

A défaut d'une décision, la dispense est considérée comme acceptée.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1991.

Art. 6. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 avril 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

L. VAN DEN BRANDE

b) ofwel door de verantwoordelijke van de dienst of de instelling in geval van een nieuw of voorgezet collectief akkoord;

c) ofwel door de ondertekenende partijen indien het gaat om een nieuwe of voortgezette collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in een onderneming of een groep van ondernemingen.

De aanvraag tot vrijstelling moet behoorlijk gemotiveerd ingediend worden uiterlijk zestig dagen na de neerlegging van het collectief akkoord of de collectieve arbeidsovereenkomst.

Bovendien moet ze de artikelen aanduiden die betrekking hebben op de initiatieven voor de tewerkstelling van de risicogroepen.

§ 2. Voor de werkgevers bedoeld in artikel 2 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités is een collectieve arbeidsovereenkomst vereist.

Art. 3. De collectieve arbeidsovereenkomst of het collectief akkoord bedoeld in artikel 2 moet de inspanning ter bevordering van initiatieven tot tewerkstelling van risicogroepen omschrijven. Deze inspanning moet per jaar minstens 0,25 % van de loonmassa aangegeven aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid bedragen.

De aanvraag bedoeld in artikel 2 omvat een omstandige specificatie van :

- de berekening van deze inspanning;
- de concrete omschrijving van de initiatieven ter bevordering van de tewerkstelling van de risicogroepen.

Indien in de collectieve arbeidsovereenkomst sprake is van uitbreiding van het begrip laaggeschoolde werkloze of werknemer, dient een copie van de aangetekende brief, gericht aan de Voorzitter van de Evaluatiecommissie, bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 27 februari 1989 tot uitvoering van Afdeling 2 — instelling van een bijdrage aan de Tewerkstellingsfonds — van Hoofdstuk VIII, van Titel III van de programmawet van 30 december 1988, gevoegd te worden.

Art. 4. De geldig ingediende aanvraag tot vrijstelling schorst de verplichting tot betaling van de bijdrage bedoeld in artikel 170, § 2, van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid is ertoe gehouden de vrijstelling te verlenen of te weigeren binnen de drie maanden die volgen op de dag van de ontvangst van de aanvraag. De aanvraag wordt geacht ontvangen te zijn de derde dag die volgt op de dag van de afgifte ter post van de aanvraag, of de derde dag die volgt op de overmaking van de aanvraag door de Voorzitter van het paritair orgaan aan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid.

De weigering van de aanvraag tot vrijstelling wordt met redenen omkleed.

Bij ontstentenis van een beslissing wordt de vrijstelling als verworven beschouwd.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1991.

Art. 6. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 april 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

L. VAN DEN BRANDE

F. 91 — 982

12 AVRIL 1991. — Arrêté royal portant exécution de l'article 173 de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales, notamment l'article 173;

Vu l'avis du Conseil national du Travail;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3 § 1^{er}, modifié par les lois du 9 août 1980 et du 4 juillet 1989;

N. 91 — 982

12 APRIL 1991. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 173 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op het artikel 173;

Gelet op het advies van de Nationale Arbeidsraad;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3 § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980 en 4 juli 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu d'informer d'urgence les partenaires sociaux des initiatives avec lesquelles l'exonération de la cotisation 0,25 % à la promotion d'initiatives pour l'emploi en faveur de groupes à risque peut être obtenue par une convention collective de travail, déposée au plus tard le 1er juillet 1991;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les groupes à risque visés à l'article 173, premier alinéa, a), de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales sont définis comme suit :

§ 1er. Par chômeur de longue durée, on entend :

1° le demandeur d'emploi qui, pendant les douze mois qui précèdent son engagement, a bénéficié sans interruption d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine;

2° le demandeur d'emploi qui, pendant les douze mois qui précèdent son engagement, a bénéficié sans interruption d'allocations de chômage selon les dispositions de l'article 171 *nonies* de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail détermine ce qu'il faut entendre par « interruption » pour l'application du 1° et 2° du présent paragraphe.

§ 2. Par chômeur à qualification réduite, on entend le demandeur d'emploi de plus de 18 ans qui n'est pas titulaire :

- soit, d'un diplôme de l'enseignement universitaire;
- soit, d'un diplôme ou d'un certificat de l'enseignement supérieur de type long ou de type court;
- soit, d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur.

§ 3. Par handicapé, on entend le demandeur d'emploi handicapé qui, au moment de son engagement, est enregistré au Fonds national de reclassement social des handicapés ou à un de ses ayants droit;

§ 4. Par jeune à scolarité obligatoire partielle, on entend le demandeur d'emploi âgé de moins de 18 ans qui est encore soumis à l'obligation scolaire et qui ne poursuit plus l'enseignement secondaire de plein exercice;

§ 5. Par personne qui réintègre le marché de l'emploi on entend, le demandeur d'emploi qui remplit simultanément les conditions suivantes :

1° ne pas avoir bénéficié d'allocations de chômage ou d'allocations d'interruption de carrière au cours de la période de trois ans qui précède son engagement;

2° ne pas avoir exercé une activité professionnelle au cours de la période de trois ans qui précède son engagement;

3° avoir, avant la période de trois ans visée au 1° et 2°, interrompu son activité professionnelle, ou n'avoir jamais commencé une telle activité.

§ 6. Par bénéficiaire du minimum de moyens d'existence, on entend le demandeur d'emploi qui, au moment de son engagement, bénéficie sans interruption depuis au moins six mois du minimum de moyens d'existence;

§ 7. Par travailleur peu qualifié, on entend le travailleur de plus de 18 ans qui n'est pas titulaire de :

- soit, d'un diplôme de l'enseignement universitaire;
- soit, d'un diplôme ou d'un certificat de l'enseignement supérieur de type long ou de type court;
- soit, d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur.

Art. 2. § 1er. Des conventions collectives de travail, conclues au sein d'un organe paritaire, d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises peuvent contenir une description d'autres catégories de chômeurs à qualification réduite ou de travailleurs peu qualifiés.

§ 2. Au moment du dépôt des conventions collectives de travail visées au § 1er, le Président de la Commission visée à l'article 4 de l'arrêté royal du 27 février 1989 portant exécution de la Section 2 — institution d'une cotisation au Fonds pour l'Emploi — du Chapitre VIII, du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988, en est informé par lettre recommandée par :

a) soit, le Président de l'organe paritaire lorsqu'il s'agit d'une convention collective de travail, conclue au sein de cet organe;

b) soit, les parties signataires lorsqu'il s'agit d'une convention collective de travail, conclue au sein d'une entreprise ou pour un groupe d'entreprises.

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de sociale partners dringend dienen ingelicht te worden over de initiatieven waarmee ze via een collectieve arbeidsovereenkomst, die ten laatste dient neergelegd te worden op 1 juli 1991, de vrijstelling van de bijdrage van 0,25 % ter bevordering van initiatieven tot tewerkstelling van risicogroepen kunnen bekomen;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De risicogroepen bedoeld in artikel 173, eerste lid, a), van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen worden bepaald als volgt :

§ 1. Onder langdurig werkloze wordt verstaan :

1° de werkzoekende die, gedurende de twaalf maanden die aan zijn indienstneming voorafgaan zonder onderbreking genoten heeft van werkloosheids- of wachtuitkeringen voor alle dagen van de week;

2° de werkzoekende die gedurende de twaalf maanden die aan zijn indienstneming voorafgaan zonder onderbreking werkloosheidsuitkeringen genoten heeft volgens de bepalingen van artikel 171 *nonies* van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende de arbeidsvoorziening en werkloosheid;

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid bepaalt wat dient te worden verstaan onder « onderbreking » voor de toepassing van 1° en 2° van deze paragraaf.

§ 2. Onder laaggeschoolde werkloze wordt verstaan de werkzoekende, ouder dan 18 jaar, die geen houder is van :

- ofwel een diploma van het universitair onderwijs;
- ofwel een diploma of een getuigschrift van het hoger onderwijs van het lange of het korte type;
- ofwel een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs.

§ 3. Onder gehandicapte wordt verstaan de werkzoekende mindervalide die op het ogenblik van zijn indienstneming bij het Rijksfonds voor sociale reclassering van de mindervaliden of bij één van haar rechtsopvolgers ingeschreven is;

§ 4. Onder deeltijds leerplichtige wordt verstaan de werkzoekende van minder dan 18 jaar die onderworpen is aan de deeltijdse leerplicht en die het secundair onderwijs met volledig leerplan niet meer volgt;

§ 5. Onder herintreder wordt verstaan de werkzoekende die tegelijkertijd de volgende voorwaarden vervult :

1° geen werkloosheidsuitkeringen of loopbaanonderbrekingsuitkeringen genoten heeft gedurende de periode van drie jaar die zijn indienstneming voorafgaat;

2° geen beroepsactiviteit verricht heeft gedurende de periode die zijn indienstneming voorafgaat;

3° vóór de periode van drie jaar voorzien in 1° en 2°, zijn beroepsactiviteit onderbroken heeft ofwel nooit een dergelijke activiteit begonnen is.

§ 6. Onder bestaansminimumtrekker wordt verstaan de werkzoekende die op het ogenblik van zijn indienstneming sinds minstens zes maanden zonder onderbreking het bestaansminimum ontvangt;

§ 7. Onder laaggeschoolde werknemer wordt verstaan de werknemer, ouder dan 18 jaar, die geen houder is van :

- ofwel een diploma van het universitair onderwijs;
- ofwel een diploma of een getuigschrift van het hoger onderwijs van het lange of het korte type;
- ofwel een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs.

Art. 2. § 1. Collectieve arbeidsovereenkomsten, gesloten in een paritair orgaan of gesloten voor een onderneming of een groep van ondernemingen kunnen een omschrijving van andere categorieën van laaggeschoolde werklozen of laaggeschoolde werknemers bevatten.

§ 2. Bij de neerlegging van de collectieve arbeidsovereenkomsten voorzien in § 1, wordt de Voorzitter van de Commissie bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 27 februari 1989 tot uitvoering van Afdeling 2 — instelling van een bijdrage aan het Tewerkstellingsfonds — van Hoofdstuk VIII van Titel III van de programwet van 30 december 1988, hiervan bij aangetekend schrijven ter kennis gebracht door :

a) ofwel de Voorzitter van het paritair orgaan voor zover het gaat om een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in dit orgaan;

b) ofwel door de ondertekenende partijen indien het gaat om een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in een onderneming of een groep van ondernemingen.

Le Président de la Commission visée au premier alinéa porte le contenu de la lettre à l'ordre du jour de la première réunion de la Commission précitée.

Tenant compte de la nature des activités du secteur ou de l'entreprise, la Commission examine l'extension de la notion de chômeurs à qualification réduite ou de travailleurs peu qualifiés.

Si après délibération, la moitié au moins des représentants des travailleurs ou la moitié au moins des représentants des employeurs dans la Commission maintient ses observations, l'extension est rejetée.

Le Président informe les personnes visées aux a) ou b) et l'administrateur général du Service des Relations collectives de Travail au Ministère de l'Emploi et du Travail de la décision de la Commission.

§ 3. A défaut d'une décision de refus de la Commission au plus tard deux mois après la réception de la lettre recommandée visée au § 2, l'extension de la notion de chômeurs à qualification réduite ou de travailleurs peu qualifiés proposée dans la convention collective de travail, est rejetée.

§ 4. La lettre recommandée visée au § 2 mentionne :

a) la notion de chômeurs à qualification réduite ou de travailleurs peu qualifiés telle que proposée dans la convention collective de travail;

b) la motivation détaillée de l'extension.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1991.

Art. 4. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 avril 1991.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
L. VAN DEN BRANDE

De Voorzitter van de Commissie bedoeld in het eerste lid brengt de inhoud van het schrijven op de agenda van de eerstkomende vergadering van de voornoemde Commissie.

Rekening houdend met de bijzondere aard van de activiteiten van de sector of van het bedrijf, onderzoekt deze Commissie de uitbreiding van het begrip laaggeschoolde werklozen of werknemers.

Indien na beraadslaging minstens de helft van de werknemersafgevaardigden of minstens de helft van de werkgeversafgevaardigden in de Commissie zijn bemerkingsen handhaaft, is de uitbreiding verworpen.

De Voorzitter deelt de beslissing van de Commissie-mee aan de personen bedoeld in a) of b) en aan de administrateur-generaal van de Dienst van de Collectieve Arbeidsbetrekkingen bij het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

§ 3. Bij ontstentenis van een beslissing tot weigering van de Commissie uiterlijk twee maanden na ontvangst van het aangetekend schrijven bedoeld in § 2, wordt de ruimere omschrijving van het begrip laaggeschoolde werkloze of laaggeschoolde werknemer zoals voorgesteld in de collectieve arbeidsovereenkomst verworpen.

§ 4. Het aangetekend schrijven bedoeld in § 2 vermeldt :

a) het begrip laaggeschoolde werklozen of laaggeschoolde werknemers zoals voorgesteld in de collectieve arbeidsovereenkomst;

b) de omstandige motivering van de uitbreiding.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1991.

Art. 4. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 april 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
L. VAN DEN BRANDE

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur

N. 91 — 983

9 JANUARI 1991. — Besluit van de Vlaamse Executieve houdende aanwijzing van de ordonnateur en rekenplichtige in de dienst met afzonderlijk beheer « Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten »

De Vlaamse Executieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, bij de bijzondere wet van 12 januari 1989 en bij de bijzondere wet van 16 januari 1989;

Gelet op het decreet van 21 december 1990 houdende begrotingstechnische bepalingen alsmede bepalingen tot begeleiding van de begroting 1991, inzonderheid op de artikelen 12 en 15;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Executieve van 21 december 1990 betreffende het financieel en materieel beheer van de dienst met afzonderlijk beheer « Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten », inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 en gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat onverwijld de ordonnateur en de rekenplichtige van de dienst met afzonderlijk beheer « Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten » dienen aangesteld te worden ten einde de continue werking van dit fonds te kunnen verzekeren;

Op de voordracht van de Gemeenschapsminister van Welzijn en Gezin en de Gemeenschapsminister van Financiën en Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de dienst met afzonderlijk beheer « Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten », bedoeld in artikel 12 van het decreet van 21 december 1990 houdende begrotingstechnische bepalingen alsmede bepalingen tot begeleiding van de begroting 1991, worden aangewezen als :

- ordonnateur : de heer Hugo Vangeel, waarnemend bestuursdirecteur;
- rekenplichtige : de heer Luc Deferre, rekenplichtig opsteller.